

**GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE**

BANQUE INTERNATIONALE POUR LA RECONSTRUCTION ET LE DÉVELOPPEMENT  
SOCIÉTÉ FINANCIÈRE INTERNATIONALE  
ASSOCIATION INTERNATIONALE DE DÉVELOPPEMENT  
CENTRE INTERNATIONAL POUR LE RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS RELATIFS AUX INVESTISSEMENTS  
AGENCE MULTILATÉRALE DE GARANTIE DES INVESTISSEMENTS

**J**

**FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL**

Communiqué de presse n° 4 (F)

6-7 octobre 2009

Déclaration de **RECEP TAYYİP ERDOĞAN**,  
**PREMIER MINISTRE** de la **TURQUIE**,  
lors de l'Assemblée annuelle des Conseils des gouverneurs du Groupe de la Banque  
mondiale et du Fonds monétaire international



ALLOCUTION D'OUVERTURE  
DE M. RECEP TAYYIP ERDOĞAN  
PREMIER MINISTRE DE LA RÉPUBLIQUE DE TURQUIE  
À L'ASSEMBLÉE ANNUELLE 2009  
DES CONSEILS DES GOUVERNEURS  
DE LA BANQUE MONDIALE ET DU FMI

(Le 6 octobre 2009)

Mesdames et messieurs les participants,

Chers invités,

Mesdames et messieurs,

Je vous souhaite à tous la bienvenue en Turquie et à Istanbul à l'occasion de l'Assemblée annuelle 2009 des Gouverneurs de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international.

Je vous rappelle que la Turquie et Istanbul ont déjà accueilli l'Assemblée annuelle de la Banque mondiale et du FMI dans le passé; c'était en 1955. C'est pour nous un grand plaisir de renouveler cette expérience, 54 ans plus tard, et de recevoir ici nos éminents invités.

J'espère sincèrement que les réunions d'Istanbul aboutiront à des avancées salutaires pour le monde entier, au moment où l'économie mondiale traverse une période extrêmement difficile.

Vous vous trouvez aujourd'hui dans le pays où l'argent a été utilisé pour la première fois dans l'histoire de l'humanité.

Je vous rappelle aussi qu'Istanbul est la seule ville du monde à s'étendre sur deux continents. Le Bosphore, juste à côté de nous, relie l'Asie et l'Europe.

Istanbul n'est pas seulement un pont entre deux continents, c'est aussi un trait d'union entre des civilisations, des cultures, des économies et des routes commerciales.

Je suis profondément convaincu que cette ville sera celle où nous unirons nos forces et nos expériences, où nos travaux marqueront le monde et l'économie mondiale.

Une fois encore, je vous souhaite la bienvenue en Turquie et à Istanbul, et j'espère que vous profiterez des nombreuses beautés inégalées de la ville pendant votre séjour.

Chers invités,

Mesdames et messieurs les Gouverneurs,

Je sais bien que de nombreuses questions importantes figurent à l'ordre du jour de l'Assemblée annuelle du FMI et de la Banque mondiale.

Nous connaissons une crise mondiale sans précédent, dont nous nous efforçons de sortir.

À mon avis, il n'y a pas lieu de dresser un tableau pessimiste de la situation actuelle. Les mesures vigoureuses qui ont été prises commencent déjà à produire des effets positifs. C'est encourageant. Cela dit, la prudence reste de mise et il faut se garder de tout triomphalisme.

Après l'éclatement de la crise, la communauté internationale a montré qu'elle était capable de coopérer de façon efficace. Il va de soi que cet esprit de coopération et la formation de ce front uni contre la crise économique mondiale sont très prometteurs pour l'avenir.

La communauté et les organisations internationales ont prouvé que, quand il le faut, elles sont capables d'agir de concert pour le bien du monde, de se retrouver sur des valeurs communes et d'affronter résolument l'adversité dans un esprit de coopération.

À cet égard, des mesures d'urgence ont été mises en œuvre avec succès sur la base d'une vision commune et de consultations. Nous commençons déjà à en voir les résultats positifs.

Nous devons maintenant nous concentrer avant tout sur les réformes structurelles à moyen et long terme. J'ai la ferme conviction que nous saurons mener à bien ces réformes pour mettre en place une structure économique mondiale plus solide.

La crise mondiale actuelle a été un important rappel à la réalité pour tous les pays et pour l'économie mondiale. De nombreux problèmes qui ont été négligés pendant des années faute d'avoir été détectés ou parce qu'ils n'apparaissaient pas comme tels, ne peuvent plus être passés sous silence après la crise.

Les principaux acteurs et organisations qui dirigent l'économie mondiale sont maintenant obligés de mener une réflexion approfondie pour savoir «où les erreurs ont été commises».

Nous avons déjà payé un lourd tribut, et nous continuons de le faire. Si nous ne tirons pas les enseignements qui s'imposent de cette expérience, il est probable que nous paierons un prix bien plus élevé à l'avenir.

Chers invités,

Tout d'abord, la crise actuelle a mis en évidence le caractère déficient de la surveillance des risques qui se sont accumulés sur les marchés financiers ces dernières années. Je constate, en le regrettant, que les structures de réglementation et de supervision financières ainsi que la gestion des risques n'étaient pas au fait, tant s'en faut, des innovations sur les marchés financiers.

Ensuite, nous avons vu que les crises mondiales pouvaient aussi trouver leur origine dans les pays avancés. Leurs effets ne s'en étendent pas moins à toute la planète. Il est donc nécessaire de revoir la répartition des rôles et des responsabilités dans l'économie mondiale.

Enfin, les décideurs doivent montrer leur détermination d'aller de l'avant au cours des années à venir. À moyen terme, un vigoureux effort budgétaire sera nécessaire pour assurer la viabilité des finances publiques. Nous savons tous que ce ne sera pas chose facile dans une conjoncture marquée par la hausse du chômage et le recul de la prospérité. Pourtant, les gouvernements doivent expliquer au public de façon transparente tous les aspects des choix qu'ils opèrent en matière de politique économique.

Les pays devraient s'abstenir de prendre des mesures qui porteraient atteinte à l'esprit de coopération mondiale. La contraction de la demande mondiale a exacerbé la concurrence entre pays, ce qui suscite des réflexes protectionnistes. Or je suis intimement convaincu que nous devons absolument résister à toutes formes de protectionnisme pour sortir de la crise aussi vite que possible et à moindre coût. La Turquie fait partie des quelques pays qui n'ont pas eu recours au protectionnisme pendant cette période.

Et le plus important est que la crise mondiale nous a rappelé avec force que, malgré la prospérité économique considérable rendue possible par la mondialisation, nous n'avons toujours pas éliminé la pauvreté.

- Tandis qu'une partie du monde consommait sans compter, l'autre se débattait pour ne pas mourir de faim.
- Une partie du monde dépensait inconsidérément tandis que l'autre pouvait à peine trouver une poignée de riz.
- Une partie s'enrichissait tandis que l'autre s'appauvrissait.
- La prospérité s'est accrue dans une partie du monde, la pauvreté ailleurs.
- À côté d'un monde qui bénéficie des technologies 3G et 4G sur ses téléphones portables, il existe un nombre considérable de gens qui ne se sont encore jamais dit «bonjour» par téléphone.

- Dans certaines régions du monde, les enfants naissent dans la prospérité, la paix et la sécurité; dans d'autres régions, les enfants sont victimes de la faim, de la malnutrition, des épidémies et des conflits armés, pendant la première année de leur vie.

Cela est intolérable.

Le nombre de personnes pour qui douleur, tragédie et cruauté sont simplement la face inhumaine du capitalisme, est loin d'être négligeable. Nous savons que tout, y compris le capital, doit être au service des gens. Le bonheur, la prospérité et le bien-être sont la base de toute chose, y compris de l'économie.

Si l'économie, la politique, la culture et l'art ne sont pas considérées sous leur angle humanitaire, alors l'humanité paiera de nouveaux un lourd tribut. En ce début de XXI<sup>ème</sup> siècle, qui devait être un siècle de collaboration et de solidarité, nous n'avons pas encore établi dans toute la mesure voulue un climat de collaboration et de fraternité.

Le manque d'impartialité, les conflits d'origine matérielle, la discrimination, l'intolérance et le recours à la force restent d'actualité. Un événement défavorable dans une région peut avoir des conséquences pour le reste du monde, qui est vraiment devenu un «village planétaire». Le terrorisme, la cruauté, l'intolérance et la pauvreté dans une région peuvent avoir des effets à l'échelle mondiale. Personne ne peut être heureux en l'absence de paix, de bien-être, d'humanité et de sécurité.

Au cours du siècle dernier, l'injustice a conduit à la guerre, à des conflits armés, à des migrations de masse, à des inégalités de revenu, à la criminalité urbaine et à l'urbanisation sauvage. Nous devons tout faire pour éviter de retomber dans cette situation.

Nous devons construire un monde de justice où chacun trouvera sa place et son bien-être. Nous avons besoin de coopération et de solidarité. Nous espérons que le XXI<sup>e</sup> siècle sera celui où la paix et le bien-être seront partagés par tous.

Je pense que tous les pays, toutes les organisations non-gouvernementales et toutes les organisations internationales poursuivent le même but. Je suis sûr que tout le monde voudrait que le XXI<sup>e</sup> siècle soit un siècle de chances, pas de menaces. Pour y parvenir, nous devons redoubler d'efforts, approfondir notre réflexion et être attentifs aux points de vue différents, y compris à ceux qui manifestent à l'extérieur.

Malheureusement, je suis forcé de constater que les notions de «sud» et de «nord» ne sont pas simplement des repères géographiques ; elles ont aussi des implications sur le plan de l'économie du développement dans le monde. Il importe que les institutions internationales soient attentives à cette dichotomie et à cette polarisation. Le monde dans lequel les gens ont perdu leurs espoirs ne peut pas être le monde de demain.

Il ne faut pas oublier que la macroéconomie ne peut être dissociée de la microéconomie. Comme nous le rappelle Adam Smith dans *la Richesse des nations*, la richesse publique et nationale repose fondamentalement sur les efforts accomplis par chaque personne pour améliorer son sort. Adam Smith ne pensait certainement pas à une structure économique qui serait fondée uniquement sur l'égoïsme. Au contraire, il pensait que l'amélioration du bien-être de la société tout entière. L'environnement concurrentiel d'aujourd'hui crée un bien-être qu'il est essentiel de partager si l'on veut qu'il dure.

Le dialogue et la coopération qui ont permis jusqu'à présent de surmonter la crise actuelle revêtent une importance cruciale et, de ce point de vue, sont prometteurs.

Le dialogue doit être poursuivi et renforcé. Les organisations telles que le FMI et la Banque mondiale, qui ont joué un rôle si efficace face à la crise, devront être encore plus présentes dans les années à venir. L'esprit de coopération et de dialogue qui s'est affirmé au moment de la crise économique doit aussi être mis à profit pour toutes les questions mondiales par les autres organisations internationales, en particulier les Nations Unies. Je suis persuadé que nous parviendrons ainsi à édifier un monde meilleur de paix et de stabilité.

Mesdames et Messieurs les Gouverneurs,

Chers invités,

L'une des tâches importantes de la communauté internationale consiste à fournir au FMI et aux banques multilatérales de développement des structures plus efficaces, en réformant les institutions financières internationales.

La mondialisation a accru *de facto* le rôle des pays émergents dans le système économique international. Grâce à leur dynamisme, ces pays sont devenus des acteurs essentiels de l'économie mondiale et ont le pouvoir d'influencer le rythme de la croissance mondiale. Telle est la réalité économique du XXI<sup>e</sup> siècle. Si nous mettons le dynamisme de la mondialisation au service de tous et réduisons autant que possible les risques, nos actions doivent être la mesure de cette nouvelle réalité.

Par conséquent, nous devons restructurer les institutions financières internationales en accord avec cette situation *de facto*. C'est la raison pour laquelle nous attachons une grande importance à la modernisation des structures de gouvernance et de représentation au sein des institutions financières internationales. Ces institutions gagneront ainsi en légitimité sur la scène internationale. C'est à cette condition qu'elles pourront accomplir leur tâche et s'acquitter de leurs responsabilités avec plus d'efficacité.

À de nombreux égards, la réforme des institutions financières internationales progresse à vive allure, alors que cela prend habituellement beaucoup de temps et nécessite de difficiles négociations.

Nous devons garder notre volonté d'agir et entretenir l'élan en faveur des réformes. Après la crise, plus rien ne sera comme avant pour l'économie mondiale. À l'avenir, tous les pays devront coopérer davantage et être plus ouverts aux points de vue des autres.

En tant que représentants de la communauté internationale, l'une de nos plus importantes responsabilités consiste à trouver les compromis qui s'imposent pour réformer les institutions financières internationales. Sinon, les enseignements de la crise ne nous auront servi à rien.

Nous entrons maintenant dans une nouvelle période pendant laquelle responsabilité et prudence seront de la plus haute importance sur les marchés financiers. Des progrès importants ont été accomplis dans plusieurs domaines : la surveillance prudentielle et la gestion des risques ont été améliorées, la transparence s'est accrue et la coopération internationale a été renforcée en matière de supervision des établissements financiers.

Par ailleurs, des travaux sont en cours pour ramener tous les établissements, instruments et marchés financiers d'importance systémique dans le champ de la réglementation. La crise a montré à quel point il était important d'identifier à temps les facteurs de vulnérabilité du secteur financier. Le FMI et la Banque mondiale ont un rôle majeur à jouer à cet égard.

Je pense que le Programme d'évaluation du secteur financier (PESF) mis en œuvre par ces deux institutions revêt une grande importance. La Turquie a procédé à un PESF et en a publié les résultats, qui ont confirmé les progrès significatifs accomplis en matière de réglementation, de supervision et de gestion des risques dans le secteur financier. Nous encourageons les pays qui ne l'ont pas encore fait à mettre en œuvre un PESF.

Mesdames et Messieurs,

Avant de conclure, permettez-moi de vous donner brièvement quelques informations importantes sur l'évolution récente de l'économie turque et nos objectifs futurs.

Lorsque notre gouvernement est entré en fonction à la fin de 2002, nous nous sommes efforcés d'une part d'éliminer les effets de la crise de 2000 et de 2001 et d'autre part de nous attaquer aux problèmes structurels chroniques de l'économie turque.

Je tiens aussi à souligner que la Turquie a obtenu de bons résultats sur la scène politique nationale et internationale, ainsi que sur le plan de la démocratisation au cours des sept dernières années. Nos progrès économiques ont coïncidé avec nos réformes dans tous les autres domaines.

Il y a quatre ans, le 3 octobre 2005, la Turquie a entamé les négociations d'adhésion à l'Union européenne. Aujourd'hui, nous sommes arrivés à un stade décisif de ces négociations. Je tiens à souligner que la Turquie remplit, même si ce n'est pas une obligation pour elle, deux des cinq critères de Maastricht que les pays membres doivent respecter, à savoir les critères relatifs au déficit budgétaire et à la dette publique.

En ce qui concerne la paix régionale et mondiale, nous avons déployé des efforts considérables ces sept dernières années. Nous avons engagé un dialogue sur toutes les questions en suspens avec les pays voisins. Nous avons été élus au Conseil de sécurité de l'ONU. Nous coprésidons l'Alliance des civilisations, une des initiatives de dialogue les plus importantes de notre siècle. Nous nous efforçons de régler de nombreux problèmes régionaux.

Notre économie a bien évolué aussi. Nos exportations, nos entrées d'investissements directs étrangers et nos recettes touristiques ont atteint des niveaux records.

Notre taux de croissance a avoisiné 6 % en moyenne entre 2002 et 2008, et notre revenu par habitant a triplé, dépassant 10 000 dollars. L'économie turque est ainsi passée du 21<sup>e</sup> au 17<sup>e</sup> rang mondial.

Nous avons assuré la discipline budgétaire, réduit les coûts d'emprunt et ramené le ratio de la dette publique au PIB bien en deçà du critère de Maastricht.

Parallèlement aux réformes opérées dans le secteur bancaire, la gestion des finances publiques et la fiscalité, nous avons apporté des changements radicaux dans les secteurs de l'énergie, des transports et de la communication — des secteurs fondamentaux pour une économie solide. Notre économie est ainsi plus dynamique, plus efficiente et plus résistante.

Inévitablement, l'économie turque a souffert de la crise mondiale, car elle est très intégrée au système international par le biais du commerce et de la finance. Néanmoins, les progrès considérables accomplis dans le secteur bancaire, l'amélioration des soldes budgétaires et la vigueur de nos réserves de change ont limité les effets de la crise sur notre économie. Cela confirme une fois de plus l'importance des réformes structurelles qui ont été opérées et des politiques économiques prudentes et cohérentes qui ont été menées après 2002.

Le mois dernier, notre gouvernement a annoncé son programme pour la période 2010-2012 pour éliminer l'incertitude entourant la politique budgétaire et présenter ses objectifs à moyen terme.

Les objectifs principaux de notre programme sont d'accélérer progressivement la croissance jusqu'à son niveau potentiel, d'augmenter relativement l'emploi, de maintenir la désinflation et de rétablir les soldes publics, qui se sont détériorés à cause de la crise.

Nous prévoyons d'appliquer une règle budgétaire afin de pérenniser l'amélioration des soldes budgétaires publics et de renforcer la confiance des marchés dans la politique budgétaire.

Permettez-moi de mettre l'accent sur la stratégie que nous avons formulée pour faciliter notre redressement économique et rehausser le potentiel de croissance à moyen terme. Notre programme à moyen terme a pour priorité de relancer une croissance tirée par le

secteur privé. À cet effet, nous privilégions des projets novateurs et à forte intensité technologique qui accroîtront la capacité productive et l'efficacité de notre économie.

Dans notre nouveau système d'incitation, nous soutenons les investissements à grande échelle et les investissements régionaux dans certains secteurs.

Il est important aussi de réduire l'écart de développement entre les régions turques : il s'agit d'améliorer la dynamique de croissance à moyen et long terme, et de relever le niveau de vie de notre population. À cet égard, nous avons l'intention de dynamiser le potentiel régional par des agences de développement qui permettront d'accroître la production et le revenu.

Les marchés ont rapidement souscrit au cadre de référence que nous avons proposé dans ce programme. En fait, de grandes agences de notation internationales ont démontré leur confiance dans notre programme en rehaussant les perspectives de notation de notre pays.

Comme je l'ai déjà mentionné samedi dernier lors de la réunion de la Institution of International Finance, nous sommes d'avis que notre notation devrait être meilleure, compte tenu de la structure saine et de la résistance de notre économie, ainsi que de nos bons résultats macroéconomiques ces dernières années.

Mesdames et Messieurs,

J'ai commencé cette allocution en parlant d'Istanbul et je voudrais la terminer de la même manière...

Istanbul est l'une des principales villes de Turquie et du monde non seulement pour ce qui est de l'histoire, du tourisme et de la culture, mais aussi du commerce et de l'économie.

Le projet de centre financier d'Istanbul est un élément important de notre programme de réformes structurelles, comme nous l'avons mentionné dans notre programme à moyen terme. Nous cherchons à faire d'Istanbul un centre financier tout d'abord régional et ensuite mondial. Istanbul et la Turquie sont prêts pour réaliser ce projet ambitieux.

Dans cette optique, les mesures prises récemment pour intensifier les circuits financiers, une réglementation financière de qualité et une infrastructure institutionnelle bien établie présentent des avantages considérables pour Istanbul. Si l'on y ajoute une population jeune et dynamique, une main-d'œuvre qualifiée, les avantages géopolitiques, une économie en croissance et en développement rapides, une solide infrastructure pour les technologies de l'information, ainsi que la richesse de la culture et de l'histoire, je pense que les avantages d'Istanbul ne peuvent être ignorés par la communauté financière internationale.

Pour conclure, j'espère que l'Assemblée annuelle 2009 de la Banque mondiale et du FMI sera un succès. C'est un grand plaisir pour nous d'accueillir cette assemblée et nous souhaitons la bienvenue à tous les participants.

Je vous remercie de votre attention.